



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
OUEST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

Procédure formalisée – appel d’offres ouvert

(articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2  
et R.2161-1 à R.2161-5 du code de la commande publique)

**Prestations de maintenance multi-technique  
pour l’Hôtel de police du HAVRE - 76**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

Le présent CCAP comporte 28 pages dont celle-ci.

et 2 annexes :

- CCAP\_ANX1\_Delais-Penalites\_HP76.ods
- CCAP\_ANX2\_Penalites-Generalites\_HP76.odt

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>6</b>
1.1 - Objet du marché et présentation du site.....	6
1.1.1 - <i>Objet du marché</i> .....	6
1.1.2 - <i>Présentation du site</i> .....	6
1.2 - Prestations.....	6
1.2.1 - <i>Rubrique 1 : Pilotage du marché multi-techniques</i> .....	6
1.2.2 - <i>Rubrique 2 : Maintenance de sûreté des bâtiments</i> .....	6
1.2.3 - <i>Rubrique 3 : Maintenance immobilière</i> .....	6
<b>ARTICLE 2 - INTERVENANTS</b>	<b>7</b>
2.1 - Pouvoir adjudicateur.....	7
2.2 - Organisme passant le marché.....	7
2.3 - Service bénéficiaire « Client ».....	7
2.4 - Comptable assignataire.....	7
2.5 - Titulaire.....	7
2.5.1 - <i>Co-traitant</i> .....	8
2.5.2 - <i>Sous-traitant</i> .....	8
2.6 - Présence sur site et relations entre le « bénéficiaire » et le « titulaire ».....	9
<b>ARTICLE 3 - TYPE DE PROCÉDURE ET PIÈCES CONTRACTUELLES</b>	<b>9</b>
3.1 - Type de procédure.....	9
3.2 - Allotissement.....	10
3.3 - Pièces constitutives du marché.....	10
<b>ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITÉ – INTERVENTION SUR SITE SÉCURISÉ</b>	<b>10</b>
4.1 - Obligation de confidentialité.....	10
4.2 - Intervention sur site sécurisé, accès sur agrément.....	11
<b>ARTICLE 5 - DURÉE &amp; MONTANT MAXIMUM</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 6 - REMISE DES DOCUMENTS – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>12</b>
6.1 - Délais de remise des documents par le titulaire.....	12
6.1.1 - <i>Documents à remettre lors de la notification</i> .....	12
6.1.2 - <i>Documents à remettre périodiquement</i> .....	12
6.1.3 - <i>Documents à remettre tous les 6 mois</i> .....	12
6.2 - Modalités d'exécution des prestations.....	12
6.2.1 - <i>Prestations régulières</i> .....	12
6.2.2 - <i>Prestations à bons de commande</i> .....	12
<b>ARTICLE 7 - ORGANISATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET DU TRAVAIL</b>	<b>13</b>
7.1 - Continuité des prestations.....	13
7.2 - Horaires d'intervention.....	13
7.3 - Organisation du travail.....	13
7.3.1 - <i>Effectifs</i> .....	13
7.3.2 - <i>Encadrement du personnel</i> .....	13

7.3.3 - Accès aux locaux et équipements.....	13
7.4 - Locaux, matériels et fluides mis à la disposition du titulaire.....	13
7.4.1 - Locaux.....	13
7.4.2 - Matériels.....	14
7.4.3 - Fluides.....	14
<b>ARTICLE 8 - CLAUSES FINANCIÈRES - PRIX</b>	<b>14</b>
8.1 - Pour l'ensemble des missions, le prestataire comprendra dans son offre le petit outillage à main : pinces, tournevis, tenaille, clefs, marteau, etc., ainsi que les sondages et démontages nécessaires à la bonne réalisation de la prestation commandée.....	14
8.2 - Prestations forfaitaires.....	14
8.3 - Prestations sur bon de commande.....	14
8.3.1 - Cas général.....	14
8.3.2 - Pièces de rechange.....	14
<b>ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION, BONS DE COMMANDE ET DÉLAIS</b>	<b>15</b>
9.1 - Établissement des bons de commande.....	15
9.1.1 - Prestations mensuelles forfaitaires.....	15
9.1.2 - Prestations à bons de commandes.....	15
9.1.3 - Composition et validité des bons de commandes.....	15
9.2 - Délais d'exécution.....	15
<b>ARTICLE 10 - RÉVISION DES PRIX</b>	<b>16</b>
10.1 - Mois Mo (M « zéro »).....	16
10.2 - Formule de révision des prix.....	16
10.3 - Transmission pour approbation.....	16
10.4 - Clause de sauvegarde.....	16
<b>ARTICLE 11 - RÈGLEMENT FINANCIER</b>	<b>16</b>
11.1 - La facturation.....	16
11.2 - Le rythme de la facturation.....	17
11.2.1 - Prestations mensuelles forfaitaires.....	17
11.2.2 - Prestations à bons de commandes.....	17
<b>ARTICLE 12 - AVANCE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>18</b>
13.1 - Conditions générales.....	18
13.2 - Demandes postérieures à la notification du marché.....	18
13.3 - Paiement direct des sous-traitants.....	18
<b>ARTICLE 14 - DÉLAIS DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES</b>	<b>19</b>
14.1 - Délai de paiement.....	19
14.2 - Intérêts moratoires.....	19
<b>ARTICLE 15 - CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLE</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 16 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES</b>	<b>19</b>

<b>ARTICLE 17 - CLAUSES SOCIALES</b>	<b>20</b>
17.1 - Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations.....	20
17.2 - Insertion par l'activité économique (IAE).....	20
17.3 - Publics visés.....	21
17.4 - Les modalités de mise en œuvre.....	21
17.5 - Suivi et contrôle.....	22
<b>ARTICLE 18 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SÉCURITÉ</b>	<b>22</b>
18.1 - Conditions d'exercice.....	22
18.2 - Vêtements de travail.....	22
18.3 - Comportement du personnel.....	22
<b>ARTICLE 19 - PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIELS ET PRODUITS</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 20 - CONTRÔLE DES PRESTATIONS</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 21 - PÉNALITÉS</b>	<b>23</b>
21.1 - Définition des pénalités.....	23
21.1.1 - <i>Le principe</i> .....	23
21.1.2 - <i>La mise en œuvre</i> .....	23
21.1.3 - <i>Cas de cumul</i> .....	23
21.1.4 - <i>Cas de force majeure</i> .....	24
21.2 - Liste des pénalités.....	24
<b>ARTICLE 22 - CLAUSE DE RÉEXAMEN</b>	<b>24</b>
22.1 - Modifications de certaines prestations.....	24
22.2 - Modification des caractéristiques techniques.....	24
22.3 - Modification du montant maximum des prestations à bons de commande.....	25
22.4 - Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre.....	25
22.4.1 - <i>Prolongation de la durée du contrat</i> .....	25
22.4.2 - <i>Surcoûts éventuels</i> .....	25
22.5 - Transfert du marché à un autre titulaire.....	25
22.6 - Retrait d'un bâtiment, d'un espace ou de certains équipements (hors périmètre clause de réexamen).....	26
<b>ARTICLE 23 - CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 24 - DÉLAI DE GARANTIE ET RETENUE DE GARANTIE</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 25 - ASSURANCES</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 26 - LANGUE</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 27 - RÉSILIATION DU MARCHÉ – EXÉCUTION PAR DÉFAUT</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 28 - DIFFÉRENDS ET LITIGES</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 29 - INTERDICTION D'ATTRIBUTION À UN OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE « RUSSE »</b>	<b>28</b>

## **ARTICLE 30 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

**28**

\*\*\*

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

### **1.1 - Objet du marché et présentation du site**

#### *1.1.1 - Objet du marché*

Le présent marché a pour objet le pilotage et la réalisation de prestations multi-techniques pour l'Hôtel de police du Havre sis Boulevard de Strasbourg / Rue du Colonel Fabien (76600 LE HAVRE).

#### *1.1.2 - Présentation du site*

L'Hôtel de police du Havre (76) abrite les services de police.

L'accès à l'Hôtel de Police se fait par l'entrée publique sur Boulevard de Strasbourg.

Il est composé d'un bâtiment R+5 d'une surface hors œuvre brute de 20 765 m<sup>2</sup> répartis sur 9 niveaux (3 niveaux en infrastructure, 6 niveaux en superstructure).

Le site est constitué comme suit :

1/ de locaux de service de type bureaux (6 niveaux) : 8 670 m<sup>2</sup> (bureaux, des salles de réunion, locaux d'archives et de laboratoires)

2/ de locaux techniques communs :

- Parkings en sous sol (trois niveaux) : 7 370 m<sup>2</sup>
- Cour de service intérieure en RDC : 1 550 m<sup>2</sup>
- Vestiaires / Sanitaires / Stand de tir en sous sol : 1 375 m<sup>2</sup> (La maintenance du stand de tir 4 pas de 25 m n'est pas incluse au présent marché,
- Locaux de gardes à vue (15 geôles),
- Local groupe électrogène,
- Fosse septique et pompe de relevage,
- Toits terrasses, accueil des locaux et équipement techniques, partiellement végétalisées : 1 800 m<sup>2</sup>
- Chaufferie à gaz

### **1.2 - Prestations**

Les prestations de ce marché sont séparées en 4 rubriques.

#### *1.2.1 - Rubrique 1 : Pilotage du marché multi-techniques*

Le titulaire met à disposition des services un représentant de sa société chargé :

- du pilotage général des prestations prévues au présent marché.
- de la Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO),
- d'établir des bilans d'activités périodiques (hebdomadaire, mensuel, trimestriel, annuel) destinés aux deux chefs de services,
- de participer aux réunions mensuelles de suivi d'exécution des prestations du marché,
- participer à la réunion annuelle de présentation du bilan de l'année et des perspectives N+1
- d'initier des contrôles réglementaires périodiques qui seront réalisés par un organisme indépendant,
- de suivre les garanties constructeurs et installateurs,
- de la responsabilité de la tenue et de la mise à jour du registre d'exploitation-maintenance.

#### *1.2.2 - Rubrique 2 : Maintenance de sûreté des bâtiments*

Le titulaire est chargé de la mise en place :

- de visites techniques de maintenance préventive,
- d'interventions techniques dans le cadre de la maintenance corrective sur les installations de contrôle d'accès, de détection d'intrusion et de vidéo-protection,
- de suivi des évolutions,
- des mises jour logicielles des équipements,
- de la formation des agents.

#### *1.2.3 - Rubrique 3 : Maintenance immobilière*

La maintenance immobilière des bâtiments permet le maintien de l'état général des bâtiments et le fonctionnement de toutes les installations.

Elle recouvre :

- La maintenance :
  - des bâtiments et des installations techniques associées,
  - des extérieurs,
  - des équipements de sécurité incendie ;
- L'exploitation :
  - des installations techniques associées au bâti
  - du suivi des consommations fluides et énergie
  - des équipements autonomes fixes non décrits dans les rubriques R2, R3.

Le niveau de maintenance demandé comprend :

- les réglages simples prévus par le constructeur, au moyen d'organes accessibles, sans démontage ou ouverture de l'équipement ou échange d'éléments accessibles en toute sécurité (voyants, fusibles).
- le dépannage par échange standard et opérations mineures de maintenance préventive (exemple : graissage, contrôle de bon fonctionnement).
- les réparations mineures de maintenance préventive courante (réglages, réaligement, appareils de mesure). L'identification et le diagnostic des pannes, la réparation par échange de pièces.
- les travaux importants de maintenance corrective et préventive à l'exception de la rénovation et de la reconstruction.

## **ARTICLE 2 - INTERVENANTS**

---

### **2.1 - Pouvoir adjudicateur**

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique l'acheteur est le **SGAMI OUEST représenté par** le Préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès de Monsieur le préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, préfet de la zone de défense et sécurité Ouest.

### **2.2 - Organisme passant le marché**

La personne publique chargée de la passation du marché est :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (**SGAMI OUEST**)  
Direction de l'administration générale et des finances  
Bureau zonal des achats et des marchés publics  
28, rue de la Pilate – CS 40725 – 35207 Rennes Cedex 2  
[sgami-ouest-bzamp-fcs@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-ouest-bzamp-fcs@interieur.gouv.fr)

### **2.3 - Service bénéficiaire « Client »**

Ce marché est passé au bénéfice de :

Direction interdépartementale de la police nationale de Seine Maritime (DIPN 76)  
Hôtel de Police du Havre  
Boulevard de Strasbourg/ Rue du Colonel Fabien  
76600 LE HAVRE

### **2.4 - Comptable assignataire**

Le comptable assignataire est :

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine  
Cité administrative – Avenue Janvier  
B.P.72 102 – 35 021 Rennes Cedex 9  
Tél : 02.99.79.80.00.

### **2.5 - Titulaire**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

#### **2.5.1 - Co-traitant**

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

#### **2.5.2 - Sous-traitant**

Le titulaire peut faire appel à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de son marché et tout au long de son exécution, à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Un sous-traitant ne peut intervenir sur un chantier qu'une fois accepté et agréé.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet une déclaration conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique.

Pendant la période de préparation ou en cours d'exécution du marché, la demande d'agrément du sous-traitant doit être adressée contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours pour agréer le sous-traitant.

Tout nouveau sous-traitant présenté en cours d'exécution devra justifier de ses capacités professionnelles, techniques, fiscales, sociales et financières. Il ne pourra être accepté par le pouvoir adjudicateur que sous la condition de transmission par le titulaire de la déclaration du sous-traitant indiquant que ce dernier ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique).

Conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique, la demande d'agrément du sous-traitant doit être composée de :

- d'un formulaire DC4 dûment complété (formulaire disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) précisant la date de signature du contrat de sous-traitance ;
- des certificats de qualifications professionnelles (la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références) ;
- des attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales et sociales de moins de 6 mois ;
- d'une attestation d'assurance en cours de validité ;
- d'un relevé d'identité bancaire ;
- le cas échéant, des pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

Un titulaire demandant un changement de sous-traitant en cours d'exécution du marché devra transmettre :

- l'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ;
- l'état des paiements effectués au sous-traitant ;
- l'état d'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat ;
- les éléments justifiant les qualifications équivalentes du nouveau sous-traitant.

### **IMPORTANT**

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le site entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS.

Lorsque le sous-traitant est payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.



Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du contrat ni sur la nature des prestations contractuelles.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision d'acceptation ou de refus du ou des sous-traitants, soit par envoi postal recommandé avec avis de réception, soit par eLRAR via le profil acheteur du SGAMI (PLACE).

## **2.6 - Présence sur site et relations entre le « bénéficiaire » et le « titulaire »**

La présence sur site d'un responsable de site (oeuvrant ou pas – et dans ce cas le candidat détaillera dans son offre les moyens humains mis à disposition), qui programme et coordonne les interventions de maintenance préventive, les contrôles réglementaires et les dépannages dans le cadre de la maintenance corrective est attendue a minima 2 jours par semaine, sur une amplitude horaire allant de 8h à 18h du lundi au vendredi.

Le candidat peut proposer un nombre de jours plus important que celui indiqué a minima ci-dessus, il devra alors justifier sa proposition.

Un local de stockage sera mis à disposition de l'entreprise, celle-ci veillera à ce que ce dernier reste en parfait état.

Cet interlocuteur dédié représente le titulaire au titre de l'article 3.4. du CCAG-FCS. Il est notamment chargé de l'encadrement du personnel au titre de l'article 7.3.2 - Encadrement du personnel du présent CCAP.

Le titulaire identifie également un suppléant, en l'occurrence une autre personne disposant des mêmes compétences, moyens et prérogatives en cas d'absence de l'interlocuteur « titulaire » (remplacement à 100 %, congés, arrêts de maladie, formation....).

Les coordonnées de l'interlocuteur et de son suppléant sont communiquées au responsable de la logistique de l'HP LE HAVRE sur site et au SGAMI OUEST dans les délais prévus à l'article 6.1.1 -Documents à remettre lors de la notification du présent CCAP.

En cas de panne ou de dysfonctionnement, la diversité et la technicité de ces prestations nécessitent une gestion des interventions centralisée. L'entreprise titulaire de ce marché met à disposition un technicien chargé d'établir un diagnostic, de déterminer quelle est l'entreprise sous-traitante qui doit intervenir et de prévoir un délai de rétablissement (réparation définitive).

En dehors de la plage horaire citée supra, le titulaire met en place un dispositif d'astreinte 7j/7 et 24h/24 (cf. article 2.2 du CCTP) et organise les interventions et dépannages en urgence, via un numéro d'appel unique fourni dans le cadre de réponse technique.

Outre le responsable de site et son binôme obligatoire, le titulaire peut mobiliser tout autre moyen humain pour assurer la réalisation des prestations : technicien, gestionnaire de contrat, etc..

Il chiffre dans son offre pour la rubrique pilotage l'ensemble des moyens et ressources qu'il mobilise pour le pilotage, la gestion et la réalisation des prestations de maintenance multi-technique du site (volume horaire hebdomadaire sur site et hors site, tâches et missions dévolues, fréquence, etc.)

Le responsable de site ne doit en aucun cas utiliser son temps de présence sur site pour réaliser les achats de fourniture de matériel, d'approvisionnement des stocks, ...

## **ARTICLE 3 - TYPE DE PROCÉDURE ET PIÈCES CONTRACTUELLES**

---

### **3.1 - Type de procédure**

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée, sous la forme d'un appel d'offre ouvert.

Il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire exécutable pour partie à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaires (bons de commandes).

La partie exécutable à bons de commande est sans montant minimum et avec un montant maximum par période en application des articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Les maximums par période sont précisés à l'ARTICLE 5 - DURÉE & MONTANT MAXIMUM du présent CCAP.

Le découpage des prestations à prix forfaitaires et à prix unitaires est précisé à l'ARTICLE 8 - CLAUSES FINANCIÈRES - PRIX du présent CCAP.

### **3.2 - Allotissement**

Pour des raisons tant techniques qu'opérationnelles, ce marché multi-service prévoit un lot unique.

Étant donné qu'il porte sur des prestations de maintenance très diverses (portails, plomberie, électricité, alarme incendie, vidéo-surveillance, serrurerie, menuiserie, restauration...etc) et compte tenu des contingences opérationnelles du service bénéficiaire, ce marché n'est pas alloté.

En outre, le pilotage des prestations de maintenance est géré par un interlocuteur unique sur la base d'une GMAO centralisée.

### **3.3 - Pièces constitutives du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont précisées ci-après par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS :

- L'Acte d'Engagement (AE), et ses annexes : DPGF, BPU,
- Le cadre de réponse technique (offre technique du titulaire, mémoire le cas échéant),
- L'engagement de responsabilité,
- Les attestations de remises des plans et de visite des locaux, etc.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) en 4 parties (1 partie « dispositions communes » et 1 partie par rubrique de prestations) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 du ministère de l'Économie, des finances et de la relance. Ce document n'est pas annexé au présent marché ;
- L'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications contractuelles, postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commande ;

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation pour l'exécution du présent marché.

## **ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITÉ – INTERVENTION SUR SITE SÉCURISÉ**

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les prestations à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions sont à prendre en permanence pour la sécurité.

L'ensemble des locaux et des installations de l'HP Le havre sont à accès réglementé : accès est interdit aux personnes non autorisées.

L'ensemble des personnels des co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis aux règles énumérées ci-après.

### **4.1 - Obligation de confidentialité**

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

L'administration soumet la totalité de l'exécution du marché à l'obligation du secret. Il est essentiel que les informations dont les opérateurs peuvent avoir connaissance, sur la nature des conversations ou sur la qualité des interlocuteurs, soient tenues secrètes.

Le prestataire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exploitation, à la conservation et à la sauvegarde puis à la destruction (dès qu'elles ne sont plus utiles) des informations recueillies sur le site.

Les données détenues par l'Administration et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de la consultation et de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Le titulaire s'engage, pour lui ou toute autre personne agissant pour son compte, à tenir confidentielle toute autre communication de renseignement, document, objet quelconque, que celle expressément prévue au présent contrat, et à ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

Le titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux co-traitants et aux sous-traitants du titulaire.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

**Il déclare avoir pris connaissance de l'IGI 1300/SDGN du 13 novembre 2020 sur la protection du secret de la défense nationale**, ainsi que des dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale citées. Il s'engage via l'engagement de responsabilité signé et remis avec son offre, à respecter les dispositions précitées.

#### **4.2 - Intervention sur site sécurisé, accès sur agrément**

Le titulaire est informé que l'ensemble des locaux et des installations de l'HP Le Havre est interdit aux personnes non autorisées.

Cette mesure prévue aux articles 413-7 et 413-1 à R413-5 du Code Pénal s'impose au prestataire et constitue une protection juridique contre les intrusions non autorisées par le chef de service.

L'attention du prestataire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les prestations de service, les maintenances et travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au Ministère de l'Intérieur en général et sur le site, en particulier.

Les interventions sont strictement encadrées et ne peuvent donner lieu à aucune photo sans autorisation au préalable. Il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrée au préalable, est obligatoire pour la visite de site préalable à la remise des offres et pour l'exécution des prestations par l'attributaire et ce pour tous les intervenants au projet (personnels du chantier, des livraisons, sous-traitants, co-traitants, personnels intérimaires et/ou collaborateurs, prestataires de service, etc...).

Une autorisation individuelle est fournie à chaque intervenant.

L'établissement des autorisations individuelles d'accès implique que :

- **Le titulaire fournit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, la liste nominative du personnel.** Cette liste est soumise à l'approbation du bénéficiaire et doit être tenue à jour mensuellement.
- Le titulaire fournit en outre les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer exigés pour la circulation de ses personnels dans l'établissement (état civil complet : nom - prénoms - date et lieu de naissance – adresse - numéros de téléphone fixe et ou mobile).
- Les agents affectés à l'exécution des prestations du présent marché sont munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils présentent, sur demande, au bénéficiaire.
- Les modifications intervenant dans la composition du personnel sont notifiées au bénéficiaire au moins huit jours avant en transmettant<sup>1</sup> les renseignements nécessaires pour l'agrément et pour l'établissement des laissez-passer au plus tard 48 heures avant la prise de poste. En cas de maladie, le titulaire informe le service dans le plus bref délai.

Faute de respecter les règles ci-dessus, le titulaire ne peut élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu ou zone de travail sans pouvoir en justifier la nécessité.

Le non-respect de cette clause entraîne des pénalités telles que définies à l'ARTICLE 21 - PÉNALITÉS du présent CCAP.

---

<sup>1</sup> renseignements à transmettre soit en main propre au responsable de la logistique de l'HP Le Havre, soit par courriel adressé à : [dipn76-so-immobilier@interieur.gouv.fr](mailto:dipn76-so-immobilier@interieur.gouv.fr)

## ARTICLE 5 - DURÉE & MONTANT MAXIMUM

Conformément à l'article R 2112-4 du code de la commande publique, le marché prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 ou de sa date de notification si elle est postérieure, pour une durée de 24 mois. Il pourra être reconduit une seule fois par tacite reconduction, pour une période de 24 mois.

La reconduction ne peut être refusée par le titulaire. Le pouvoir adjudicateur peut émettre une décision de non reconduction qu'il transmettra au titulaire, par envoi recommandé avec accusé de réception, deux mois au moins avant la date d'échéance du marché.

<b>Montant maximum par période (en euros HT)</b> <b>Prestations à bon de commande du BPU (hors forfait)</b> [toutes rubriques confondues]	
Période ferme (24 mois à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2025 ou de sa notification si elle est postérieure)	100 000,00
Période de reconduction n°1 (24 mois)	100 000,00

## ARTICLE 6 - REMISE DES DOCUMENTS – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

### 6.1 - Délais de remise des documents par le titulaire

#### 6.1.1 - Documents à remettre lors de la notification

Les documents ci-dessous sont à remettre dans les 15 jours suivant la notification du marché au chef de l'Hôtel de police du Havre:

- une attestation d'assurance ( cf. ARTICLE 25 -; ASSURANCES)
- les coordonnées du responsable de site et de son suppléant ;
- la liste du personnel chargé de l'exécution du marché ;
- les conditions d'exécution des prestations ;

#### 6.1.2 - Documents à remettre périodiquement

Les calendriers ou planning mensuels et/ou annuels des interventions réglementaires sont à transmettre avec un préavis de 1 mois avant le début de chaque nouvelle période sauf autre disposition du CCTP (période = mois, trimestre, an selon le cas)

#### 6.1.3 - Documents à remettre tous les 6 mois

- une attestation sur l'honneur de réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.320, L.143-3 et R.143-2 du code du travail, à remettre au chef du site ;
- les attestations fiscales et sociales à jour ;

Le non-respect des délais de transmission de l'ensemble des documents ci-dessus énumérés entraîne des pénalités telles que définies à l'ARTICLE 21 - PÉNALITÉSdu présent CCAP.

### 6.2 - Modalités d'exécution des prestations

#### 6.2.1 - Prestations régulières

Ces prestations sont comprises dans le forfait pour chaque rubrique technique.

Le titulaire soumet au visa de chaque partie prenante d'intervention, les calendriers mensuels des prestations régulières à exécuter, établi selon le cadre fixé par la personne publique du site.

#### 6.2.2 - Prestations à bons de commande

Les prestations sont exécutées par l'émission de bons de commande. Les bons de commande établis pour chaque partie prenante au présent marché sont notifiés par écrit au titulaire à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

La composition des bons de commande est détaillée à l'ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION, BONS DE COMMANDE ET DÉLAIS du présent document.

## **ARTICLE 7 - ORGANISATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET DU TRAVAIL**

---

### **7.1 - Continuité des prestations**

En cas de problèmes de personnels (maladie, abandon de poste, grève de son personnel ou autre), le titulaire s'engage à assurer l'ensemble des prestations prévues au présent marché et détaillées dans chacune des 3 rubriques du CCTP, avec une attention particulière aux prestations indispensables au maintien de la sécurité des bâtiments.

Le remplacement immédiat du personnel est fait dans le respect des conditions prévues à l'article 4.2 - Intervention sur site sécurisé, accès sur agrément du présent CCAP.

Le non-remplacement du personnel dans les délais impartis entraîne des pénalités telles que définies à l'ARTICLE 21 - PÉNALITÉS du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne peut assurer les prestations, il s'engage à les faire exécuter à ses frais par une autre société.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

### **7.2 - Horaires d'intervention**

Sauf disposition contractuelle contraire, les horaires d'intervention sont déterminés d'un commun accord entre le titulaire et le responsable de l'Hôtel de police du Havre. Les heures d'intervention peuvent être modifiées en cours de marché.

À tout moment, le titulaire est en mesure de justifier au responsable de la logistique de l'HP du Havre, le temps de présence de chaque intervenant sur site (responsable de site, personnels du titulaire et sous-traitants).

### **7.3 - Organisation du travail**

#### *7.3.1 - Effectifs*

Les effectifs globaux et la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les prestations sont fixés par le titulaire dans le mémoire technique annexé à son acte d'engagement.

#### *7.3.2 - Encadrement du personnel*

L'interlocuteur dédié pour le suivi et l'exécution des prestations (cf. 2.6 -Présence sur site et relations entre le « bénéficiaire » et le « titulaire » du présent CCAP) désigné par le titulaire est responsable de l'encadrement du personnel du titulaire et des sous-traitants, du contrôle et du suivi de l'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques des CCTP.

Il est assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces. Il se rend aux convocations de la personne publique en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

Il présente également le site aux agents nouvellement affectés ou aux remplaçants.

Les éléments propres à la gestion du personnel sont incorporés au registre des prestations.

#### *7.3.3 - Accès aux locaux et équipements*

L'accès aux locaux et équipements, objet des prestations de ce marché, se fait aux conditions et sous le contrôle des responsables de chaque partie prenante (se référer à l'article 4.2 - Intervention sur site sécurisé, accès sur agrément du présent CCAP pour les dispositions sur l'accès et les formalités associées).

### **7.4 - Locaux, matériels et fluides mis à la disposition du titulaire**

#### *7.4.1 - Locaux*

Un lieu de stockage des produits et du matériel est mis gratuitement à la disposition du titulaire.

Le titulaire maintient les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement.

Les interventions de la personne publique, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation, sont facturées au titulaire.

#### 7.4.2 - Matériels

Le titulaire ne peut exiger la mise à disposition de matériels.

#### 7.4.3 - Fluides

Les fournitures d'énergie et d'eau froide ainsi que celles nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont aux frais de la personne publique et mises à disposition du titulaire dans les locaux.

### ARTICLE 8 - CLAUSES FINANCIÈRES - PRIX

---

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objet du présent marché.

La description et les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) en 4 parties (1 partie dispositions générales + 3 rubriques techniques) et ses annexes.

#### **8.1 - Pour l'ensemble des missions, le prestataire comprendra dans son offre le petit outillage à main : pinces, tournevis, tenaille, clefs, marteau, etc., ainsi que les sondages et démontages nécessaires à la bonne réalisation de la prestation commandée.**

Il intégrera également dans ses prix l'utilisation de moyens d'accès « légers » tels qu'escabeaux et échelles. Il identifiera les moyens de levage ou autres moyens utilisés pour la réalisation des prestations dans la DPGF.

Un rabais peut être appliqué à tout moment, sur initiative du titulaire et prendre toute forme possible. Il peut s'agir, par exemple, d'une réduction sous forme d'un pourcentage ou d'un montant fixe, sur un prix unitaire ou sur le montant total d'une facture. Ainsi, la personne publique peut bénéficier de toute offre promotionnelle ou de conditions particulières applicables à tout ou partie de la clientèle du titulaire.

#### **8.2 - Prestations forfaitaires**

Les prestations sont réglées à prix global et forfaitaire.

Ce prix comprend l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP.

Le candidat chiffre le détail des lignes de prestations pour chaque entité dans la décomposition du prix global et forfaitaire associée à chaque rubrique.

#### **8.3 - Prestations sur bon de commande**

##### *8.3.1 - Cas général*

Les prix des prestations « hors forfait » sont calculés sur la base du bordereau des prix unitaires associé à chaque rubrique ou sur la base de devis acceptés, proposés au responsable de l'HP Le Havre, dans les conditions décrites à l'article 4.2 du CCTP.

Le titulaire présente cette proposition/devis au service responsable du suivi pour accord.

##### *8.3.2 - Pièces de rechange*

Le titulaire se réfère à l'article 5 du CCTP.

En amont de la facturation, le titulaire établit une fois par mois, le 25 au plus tard, une proposition/devis mentionnant :

- les qualités, désignations et prix unitaires des fournitures,
- la localisation, la date et la nature des travaux pour lesquels ont été utilisées les fournitures précitées,
- le montant global HT.

Le titulaire présente cette proposition/devis (en double exemplaire) au service responsable du suivi pour accord.

Les prix sont appliqués en tenant compte des rabais et coefficients de marge contractuels (le cas échéant).

#### **Cas particulier pour la rubrique 2 :**

Le titulaire dispose d'un lot de rechange correspondant aux composants dont le réapprovisionnement peut prendre du temps. Le remplacement d'un composant du lot de rechange fait l'objet d'un devis au responsable du service utilisateur avant réapprovisionnement.

Le temps d'achat des fournitures ne doit pas se faire sur le temps de présence sur site du référent.

## **ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION, BONS DE COMMANDE ET DÉLAIS**

---

### **9.1 - Établissement des bons de commande**

L'organisation comptable implique l'émission de demandes d'achat par les services prescripteurs, qui sont ensuite traduites en bons de commande par le Centre de Service Partagé (CSP) CHORUS. Ainsi, les prestations forfaitaires comme unitaires se voient sujettes à bons de commande.

#### *9.1.1 - Prestations mensuelles forfaitaires*

Les prestations forfaitaires font l'objet de bons de commande établis sur la base des montants la DPGF et émis sur la durée de chaque période (cf. art. ARTICLE 5 - DURÉE & MONTANT MAXIMUM) :

- soit 24 mois pour la période ferme,
- soit 24 mois pour la période de reconduction.

Ils pourront être réajustés en cours d'année si besoin pour tenir compte des révisions ou autres contingences.

#### *9.1.2 - Prestations à bons de commandes*

Les prestations à prix unitaires font l'objet de bons de commande sont établis sur la base du BPU et dans la limite du montant maximum prévu par période d'exécution du contrat (cf. ARTICLE 5 - DURÉE & MONTANT MAXIMUM du présent CCAP).

#### *9.1.3 - Composition et validité des bons de commandes*

Les bons de commande établis par le service et notifiés au titulaire comportent :

- Le nom et l'adresse du titulaire
- Le numéro d'Engagement Juridique marché
- Le jour, le n° d'EJ du bon de commande CHORUS
- Le code service exécutant MI5PLTF035
- Le numéro de SIRET 11000201100044
- La nature de la prestation
- Le lieu d'intervention
- Les délais ou date d'exécution de la prestation
- Le montant de la TVA
- Le prix global HT et TTC
- Les modalités d'admissions
- Le nom et adresse de facturation
- La signature de la personne responsable

et toute autre information jugée nécessaire à la commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

### **9.2 - Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont fixés sur chaque bon de commande émis par les services bénéficiaires.

Le non-respect de ces délais entraîne des pénalités de retard telles que définies à l'ARTICLE 21 - PÉNALITÉS du présent CCAP.

L'exécution des bons de commande doit être terminée au plus tard six mois après la fin de validité du marché.

## ARTICLE 10 - RÉVISION DES PRIX

---

### 10.1 - Mois Mo (M « zéro »)

Le mois de référence est le mois de la remise des offres Mo.

### 10.2 - Formule de révision des prix

Les prix seront fermes pour les 12 premiers mois du contrat.

Ils seront révisés annuellement, à la date anniversaire de la prise d'effet du marché selon la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} \times (ICHT\ IME_n / ICHT\ IME_{n-1})$$

Dans laquelle :

- P<sub>n</sub> est le prix HT révisé (année n)
- P<sub>n-1</sub> est le prix HT de l'année N-1 (la première année le prix initial Po)
- Indice ICHT-IME, aussi identifié par l'INSEE comme l'indice 001565183 : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques
  - valeur initiale de l'indice connu au mois M<sub>n-1</sub>
  - valeur de l'indice connu à la date de révision M<sub>n</sub>

Les valeurs des différents paramètres nécessaires sont celles publiées par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

### 10.3 - Transmission pour approbation

Le calcul est défini selon le présent article en apportant tout justificatif nécessaire (évolution des indices liés à sa profession). Une fiche de révision peut être mise à disposition par le BZAMP pour faciliter le calcul de la révision des prix.

La demande est adressée pour approbation par envoi recommandé avec accusé de réception un mois avant la date anniversaire du marché à l'adresse suivante :

SGAMI OUEST – Direction de l'administration générale et des finances  
Bureau Zonal des achats et des Marchés Publics  
28 rue de la Pilate - CS 40725 – 35 207 RENNES Cedex

La révision de prix est accompagnée :

- d'un nouveau bordereau de prix des maintenances réactualisé et prix horaires unitaires
- d'un nouveau bordereau de prix des matériels

**Attention** : en l'absence de transmission de ces documents dans les délais fixés ci-dessus, les prix de la période précédente demeurent applicables pour une nouvelle durée de 1 an.

### 10.4 - Clause de sauvegarde

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, à la date de la révision de prix si ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3 %, après application des formules de révision détaillées au présent article.

## ARTICLE 11 - RÈGLEMENT FINANCIER

---

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### 11.1 - La facturation

Le paiement s'effectue par mandatement administratif avec virement sur le compte figurant sur l'acte d'engagement, effectué sur présentation d'une facture détaillée et datée.

La facture comporte obligatoirement les éléments suivants :

- les noms et adresse du fournisseur, le n°SIRET ;
- le n° de compte bancaire de l'entreprise ;
- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure sur l'acte d'engagement ;
- les noms et adresse du débiteur (partie prenante) ;
- la référence du marché et du bon de commande (n° d'EJ) ;
- le code service exécutant **MI5PLTF035** ;



- la référence du devis si réception d'un devis ;
- la date d'émission de la commande ;
- les prix unitaires HT tels qu'ils figurent sur le tarif public, (détail des prix, prestations et quantités) ;
- le taux des remises ;
- les montants des remises déduites ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;

ainsi que les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

En cas de réclamation, le titulaire joint à chaque facture l'état contradictoire signé par le chef de l'HP Le Havre ou son représentant et par le titulaire ou son représentant.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures sont adressées en format dématérialisé sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce site gratuit et sécurisé permet de suivre par Internet l'état d'avancement du traitement de vos factures.

Les informations indispensables sont les suivantes :

- le code service exécutant du SGAMI MI5PLTF035 ;
- le n° de SIRET 110002011100044 ;

## **11.2 - Le rythme de la facturation**

### *11.2.1 - Prestations mensuelles forfaitaires*

La liquidation du marché sera effectuée par règlements mensuels correspondants à la valeur des prestations exécutées au dernier jour de chaque mois sur présentation de factures établies par le titulaire.

Sont déduites du montant, le cas échéant, les paiements effectués directement auprès des sous-traitants et les pénalités prévues au présent CCAP et au CCTP.

### *11.2.2 - Prestations à bons de commandes*

Les autres prestations sont réglées sur présentation de factures, établies après exécution et admission des prestations définies dans un devis préalablement accepté par le client.

Le titulaire fait apparaître le détail de la prestation (heures et matériels en indiquant le nombre d'unités) de façon à ce que le service facturier puisse vérifier l'application des prix contractuels apparaissant dans le BPU.

## **ARTICLE 12 - AVANCE**

---

Les dispositions du Code de la commande publique s'appliquent.

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, aucune avance ne sera versée si le montant du marché n'excède pas 50 000,00 € HT

Si le montant du marché excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance pourra être versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 5% (ou 30 % pour les PME) du montant initial du marché (en prix de base) si le délai "N" d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Il est égal au produit de ces cinq pour cent (5%) (ou trente pour cent (30%) pour les PME) par 12/N ("N" étant exprimé en mois) si le délai "N" dépasse douze mois.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir à compter de la notification du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué lorsque le montant cumulé des factures présentées par l'entrepreneur atteint ou dépasse 65% du montant initial (hors TVA) du marché.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

### **Avance aux sous-traitants**

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 € hors taxes susvisé.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 5 (ou 30% pour une PME) du montant des prestations sous-traités et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

## **ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE**

---

### **13.1 - Conditions générales**

Il est rappelé que les sous-traitants sont soumis aux règles énumérées dans ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITÉ – INTERVENTION SUR SITE SÉCURISÉ.

La sous-traitance ne peut, en aucun cas, porter sur l'intégralité du marché.

Si le titulaire souhaite sous-traiter des prestations, il sera fait application des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché, tant envers la personne publique contractante qu'envers les personnels employés.

La sous-traitance est autorisée sous réserve de l'acceptation de chaque sous-traitant par le représentant légal du pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement figurant dans chaque contrat de sous-traitance.

Les dispositions du présent marché s'appliquent intégralement aux éventuels sous traitants.

Le titulaire qui entend recourir à la sous-traitance, produit, en même temps que son offre, une demande d'acceptation et d'agrément du ou des sous-traitants.

Le formulaire DC4 est disponible ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cette demande comporte :

- la nature des prestations sous-traitées. Une déclaration de sous-traitance sera établie par opérateur économique.
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le R.I.B et le N° de SIRET du sous-traitant
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- une déclaration indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics
- les déclarations fiscales, URSSAF, Assurances.

### **13.2 - Demandes postérieures à la notification du marché**

L'acceptation et l'agrément des demandes des sous-traitants formulées postérieurement à la conclusion du marché sont constatées dans un acte spécial signé des parties (DC4) et comportant les précisions prévues aux articles L.2193-5 à L.2193-7 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le titulaire établit que le nantissement, dont le marché a pu faire l'objet, ne constitue pas un obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Cette justification pouvant être fournie ultérieurement, la validité de l'acte spécial reste subordonnée à sa production.

### **13.3 - Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct du sous-traitant accepté, et dont les conditions de paiement ont été agréées, est de plein droit, dès lors que le montant des sommes qui lui sont dues au titre du marché est égal ou supérieur au seuil fixé par la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 14 - DÉLAIS DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES**

---

### **14.1 - Délai de paiement**

Le droit à règlement de la facture court à compter de la réception de la facture par l'administration. Les règlements interviennent par mandat administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par le service avec virement sur le compte figurant sur l'acte d'engagement et la facture.

### **14.2 - Intérêts moratoires**

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder 30 jours.

Le dépassement de ce délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne, majoré de huit points (8 points), auquel se rajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément à l'article R.2192-36 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur retardataire doit s'acquitter de ces pénalités dans un délai de 45 jours à compter de la mise en paiement du principal

## **ARTICLE 15 - CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLE**

---

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR, disponibles sous le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables> et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagne dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

## **ARTICLE 16 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES**

---

Le pouvoir adjudicateur, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article L.2111-1 du code de la commande publique.

Dans le cadre des prestations objet du marché, le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour garantir :

- la gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché, et notamment leur traçage/traçabilité vers des filières de recyclage DEEE ;
- la diminution des rejets CO<sub>2</sub>, notamment le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales ;
- une organisation interne pour le suivi, le recyclage ou la dépollution des déchets produits ou collectés lors de l'exécution du marché ;
- la prise en compte des consommations énergétiques lors de la proposition de matériel de remplacement ;

- un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie ;
- l'usage des produits d'entretien et d'hygiène qui répondent aux critères des écolabels référencés (européens et NF environnement) ou équivalents. Le candidat indique, s'il a mis en place dans le cadre de son activité, un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie ;

Le personnel de la société adopte une attitude éco-responsable lors de ses interventions avec :

- l'application des règles de tri sélectif des déchets en vigueur ;
- l'utilisation raisonnée de l'éclairage des bureaux pendant les prestations de nettoyage ;
- la fermeture des fenêtres ;

Le titulaire peut proposer dans le cadre de réponse technique, onglet DD des solutions plus écologiques et vertueuses sur des points ou thématiques non identifiés par l'acheteur dans le DCE. Il veillera à indiquer le chiffrage de cette.ces prestation.s dans le BPU associé à la rubrique concernée.

## **ARTICLE 17 - CLAUSES SOCIALES**

---

### **17.1 - Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations**

Le ministère de l'Intérieur est fortement engagé en faveur de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination, tant en interne dans la gestion de ses ressources humaines que vers l'externe notamment dans ses relations avec ses partenaires.

Détenteur depuis 2018 des labels délivrés par l'AFNOR, « diversité » et « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », il s'est engagé à une exemplarité, et à relayer et inciter tous les opérateurs économiques vers cette démarche, via les achats publics notamment.

Ainsi, les titulaires des marchés du ministère de l'Intérieur devront s'assurer qu'ils :

- respectent leurs obligations en matière d'égalité professionnelle (article 16 de la loi du 4 août 2014) ;
- ne sont pas condamnés pour des motifs liés à la discrimination (article 225-1 du Code pénal) et pour le non respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article L. 1146-1 du Code du travail) ;
- mettent en place, pour les entreprises de plus de 50 salariés, un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

En application de l'article L.2111-1 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre proposera dans le cadre de réponse technique, onglet clauses sociales, des mesures en faveur du domaine social ou de l'emploi ou de la lutte contre les discriminations.

### **17.2 - Insertion par l'activité économique (IAE)**

Conformément à l'article L2111-1 du Code de la Commande Publique qui exige la prise en compte d'enjeux de développement durable dans les achats publics, le SGAMI OUEST met en œuvre, à chaque fois que cela est possible, dans le cadre de ses marchés, un dispositif visant à favoriser le retour vers l'emploi de publics en difficultés sociales et/ou professionnelles.

C'est pourquoi, en application de l'article L2112-2 du même code, le cahier des charges du présent marché comporte une clause visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage dont les modalités de mise en œuvre seront évaluées au titre du critère clause sociale dédié.

Le candidat présente dans son offre l'organisation en matière de clause sociale qu'il souhaite mettre en œuvre tout au long de l'exécution du marché.

Le dispositif mis en place par le prestataire vise aussi bien l'insertion sociale de formation que l'insertion professionnelle.

### **17.3 - Publics visés**

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les publics visés sont :

- Les personnes bénéficiaires du RSA (ou leurs ayant droits) et des autres minima sociaux (ASS, AAH, ATA, Al...) en recherche d'emploi.
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois).
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans.
- Les bénéficiaires d'une RQTH (Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé) en recherche d'emploi, orientés en milieu de travail ordinaire ou pris en charge dans le secteur adapté ou protégé.
- Les personnes prises en charges dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique) ou dans le PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) de Rennes Métropole.
- Les salariés des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) lorsqu'ils présentent des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
  - en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes.
- Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C).
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville en recherche d'emploi.
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou les bénéficiaires de la protection subsidiaire.

Compte tenu du caractère spécifique du site, le personnel du titulaire doit recevoir préalablement l'agrément de l'Administration, dans les conditions fixées à l'article 4.2 - Intervention sur site sécurisé, accès sur agrément.

Les associations nationales d'aide à l'insertion des personnes détenues et sortants de prison (SPIP) ne peuvent répondre à cette clause.

### **17.4 - Les modalités de mise en œuvre**

L'entreprise titulaire pourra recourir à la modalité de mise en œuvre de son choix :

- embauche directe. Quel que soit le type de contrat, l'éligibilité du bénéficiaire doit alors être validée par le facilitateur en amont du recrutement.
- recours à un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- mise à disposition de personnel via une association intermédiaire, une agence d'intérim d'insertion (E.T.T.I) ou une agence d'intérim classique référencée par Pôle d'expertises Atout Clauses
- sous-traitance ou cotraitance avec une entreprise d'insertion, un chantier d'insertion, une entreprise adaptée ou un établissement de service et d'aide par le travail.

**Le SGAMI souhaite favoriser l'égal accès de tous aux opportunités d'emploi générées par le présent marché**, aussi il est demandé de détailler les moyens mis en œuvre pour favoriser la visibilité des emplois proposés vis-à-vis des catégories de demandeurs d'emploi nécessitant une attention particulière au regard des enjeux locaux :

- Les femmes
- Les jeunes de moins de 26 ans
- Les seniors (50 ans et plus)

### **17.5 - Suivi et contrôle**

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Le titulaire communique chaque année dans le rapport annuel mentionné à l'article 6.3 du CCTP, un rapport précis d'exécution de la démarche d'insertion qu'il aura pu mettre en place et qui comporte les éléments suivants :

- Présentation des modalités de mise en œuvre de la démarche insertion et évaluation de l'action (nature des prestations et activités concernées, actions d'accompagnement et de formation conduites, perspectives d'évolution dans l'entreprise...) ;
- Nombre de personnes embauchées dans le cadre de l'action d'insertion au cours de l'année ;
- Type et durée des contrats ainsi que la nature des postes occupés ;
- Nombre d'heures de travail effectuées par les personnes embauchées dans le cadre de l'action d'insertion.

Un même salarié pourra être valorisé pendant une durée maximale de deux ans au titre de la clause d'insertion. Dans le cas où le salarié bénéficie d'une transformation de son contrat en CDD d'une durée de 18 mois ou en CDI, il pourra alors être valorisé sur une durée maximale de quatre ans.

## **ARTICLE 18 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SÉCURITÉ**

---

### **18.1 - Conditions d'exercice**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage durant l'exécution de ses missions à respecter les textes législatifs présents et à venir de la réglementation française et européenne liés aux prestations réalisées.

Les dispositions de l'article ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITÉ – INTERVENTION SUR SITE SÉCURISÉ s'appliquent.

### **18.2 - Vêtements de travail**

Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection, d'un type et d'une couleur agréé par la personne publique afin d'identifier rapidement les agents d'intervention.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, porte en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Ils présentent leur carte de service au bureau d'accueil sur le lieu de leur travail.

Aucun agent n'est admis sans son vêtement de travail ou insigne, ou s'il présente une tenue négligée.

La fourniture, le nettoyage et l'entretien de vêtements de travail du personnel sont à la charge du titulaire.

### **18.3 - Comportement du personnel**

Le personnel de l'entreprise fait preuve de discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Il se garde de tout bruit intempestif dans ses conversations et dans l'usage du matériel mis à disposition.

Il est interdit d'utiliser à des fins personnelles le matériel de l'établissement tel que téléphone, photocopieur, ordinateur et d'utiliser, comme moyen de surélévation, les bureaux, sièges, meubles bas...

Le bénéficiaire se réserve la possibilité, en cours de marché, de ne plus accepter un agent qui adopterait un comportement inapproprié aux locaux (comportement inacceptable, horaires non respectés, prestations de mauvaise qualité ...).

Elle peut à tout moment exiger le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations :

- dans un délai de 15 jours pour des motifs professionnels ;
- dans un délai réduit de 24 heures pour non-respect caractérisé des clauses du présent marché ;
- dans un délai immédiat si l'agent perd l'agrément d'accès au site de l'HP Le Havre délivré par la personne publique.

Le non-remplacement du personnel dans les délais impartis entraîne des pénalités telles que définies à l'ARTICLE 21 - PÉNALITÉS du présent CCAP.

## **ARTICLE 19 - PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIELS ET PRODUITS**

---

Les matériels et produits doivent être conformes aux prescriptions du CCTP, aux normes françaises homologuées ou aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'étude des marchés.

## **ARTICLE 20 - CONTRÔLE DES PRESTATIONS**

---

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 28 du CCAG-FCS.

Le contrôle de l'exécution des prestations est effectué à tout moment, de façon inopinée, par le chef de l'Hôtel de Police du Havre ou son représentant.

Les remarques sur l'exécution de l'ensemble des prestations sont mentionnées sur le registre des prestations. Ce dernier est visé par le responsable du titulaire en application des CCTP.

Des contrôles « qualité » sont effectués. Ces contrôles sont, soit déclenchés par le titulaire (auto-contrôles), soit par l'administration (contrôles conjoints). Dans ce dernier cas le titulaire est prévenu avant le contrôle dans un délai raisonnable. Ces contrôles sont effectués par référence aux obligations du titulaire, au regard des critères de finalité des prestations.

En cas de litige ou de responsabilité avérée du titulaire, il est procédé à l'élaboration d'un procès-verbal d'anomalies signé par le responsable du service de police concerné, annexé au registre des prestations. Ce procès-verbal peut donner lieu à l'application de pénalités prévues à l'article 21.2 - Liste des pénalités

## **ARTICLE 21 - PÉNALITÉS**

---

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

### **21.1 - Définition des pénalités**

#### *21.1.1 - Le principe*

Les pénalités :

- sont présentées et détaillées dans l'article 21.2 - Liste des pénalités ;
- ont pour but de garantir à l'acheteur le respect par son cocontractant des stipulations contractuelles ;
- sont hors champ de la TVA ;
- peuvent être précomptées sur les paiements partiels définitifs versés au titulaire tout au long du marché, lors de l'établissement des factures ;
- ne présentent aucun caractère libératoire, le titulaire étant intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités ;
- sont applicables sans exonération ni limite par dérogation aux dispositions des articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;
- n'exonère pas le titulaire (ou son sous-traitant) des obligations de réparation dans le cas où sa responsabilité est engagée à concurrence du montant effectif du préjudice subi par le service de l'État ;

#### *21.1.2 - La mise en œuvre*

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit (courriel, LRAR via PLACE ou courrier postal avec accusé de réception) le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré

#### *21.1.3 - Cas de cumul*

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

#### **21.1.4 - Cas de force majeure**

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le chef de l'Hôtel de police du Havre ou son représentant, toutes les mesures à prendre pour assurer la continuité des prestations dans les conditions définies au marché.

#### **21.2 - Liste des pénalités**

Les pénalités applicables sont listées dans l'annexe 2 au CCAP et les délais afférents aux rubriques R2 et R3 dans l'annexe 1 au CCAP.

### **ARTICLE 22 - CLAUSE DE RÉEXAMEN**

---

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourraient être modifiées au cours de son exécution via la clause de réexamen.

Selon les dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande publique, une clause de réexamen peut être activée sur demande de l'une ou l'autre des parties selon les modalités définies ci-après.

Les parties contractantes se rencontrent pour évaluer les modifications financières et techniques du contrat, a minima selon les dispositions exposées dans les paragraphes suivants. L'activation de la clause de réexamen donne lieu à une renégociation des termes contractuels.

L'accord trouvé entre les parties fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au titulaire par l'acheteur public.

La clause de réexamen concerne aussi bien les prestations forfaitaires que les prestations unitaires.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourraient être modifiées au cours de son exécution.

Toute demande de modification (activation de la clause) devra faire l'objet :

- d'une information préalable au titulaire ou à l'acheteur public pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- d'une première proposition du titulaire, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité infra ;
- d'un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, réseaux, raccordements, etc.), organisationnels et financiers pour chacune des parties ;

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations et/ou sur le montant maximum (voir article « Modification du montant maximum des prestations à bons de commande » du présent CCAP).

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les 3 mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, l'acheteur public pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation du marché est prononcée conformément à l'article « Résiliation du marché – Exécution par défaut » du présent CCAP et prend effet à la date précisée dans cette résiliation.

#### **22.1 - Modifications de certaines prestations**

Il est possible de modifier les prestations dès lors que cette modification n'est pas substantielle.

Ainsi, il est possible de modifier le nombre de jours de présence sur site du responsable ou des autres personnes identifiées comme intervenant(s) par le titulaire, le volume horaire hebdomadaire, la fréquence, le montant du seuil forfait/hors forfait, d'augmenter le niveau du stock tampon de pièces de rechange et d'ajouter des équipements à maintenir.

L'accord trouvé sera validé par un avenant, qui ne pourra augmenter de plus de 30 % le montant initial de chaque rubrique concernée, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 30%) ;

#### **22.2 - Modification des caractéristiques techniques**

Il s'agit ici de modifications techniques telles que des changements dans la configuration des systèmes de gestion bâtiminaire (R4) ou sécuritaire (R2 et R3), modifications ayant un impact sur le mode d'exécution des prestations suite à évolution technologique (progrès techniques, évolution des systèmes, etc.) ou organisationnelle par exemple.



Les modifications précitées des installations peuvent également avoir pour cause les travaux à venir sur les points suivants :

- aménagements extérieurs : cours, clôtures, portillon, ... ;
- équipements de sûreté liés à la rubrique R2 et raccordements afférents : évolution des systèmes technique détection/anti-intrusion, reconnaissance faciale, etc.;
- installations électriques liées à la rubrique R3 : évolution des systèmes électriques et de chauffage (modification suite aux travaux, relamping/ éclairages), etc.;
- intégration de la maintenance de la GTB actuellement obsolète (suite à travaux envisagés) ;

L'accord trouvé sera validé par un avenant, qui ne pourra augmenter de plus de 50 % le montant initial de chaque rubrique concernée, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 50%).

### **22.3 - Modification du montant maximum des prestations à bons de commande**

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ouvre la possibilité de recourir à une clause de réexamen pour réévaluer le montant maximum des prestations exécutables à prix unitaires (« hors forfait ») en cours ou à l'issue de chaque période du marché.

Ce réexamen prend la forme d'un rendez-vous de négociation si les projets du site nécessitent une augmentation ou une diminution du montant maximum, l'une ou l'autre des parties au contrat pouvant être à l'initiative de la renégociation. Cette augmentation ou diminution du montant peut être consécutive à des travaux sur le site ou à une réorganisation durable des prestations suite à des événements extérieurs tels que ceux définis à l'article 22.4 - Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre du présent CCAP.

En cas d'accord des parties sur un nouveau montant maximum, celui-ci fait l'objet d'un avenant, dans la limite fixée à deux fois le montant maximum initial (par exemple : un montant de prestations initial de 100 000 euros HT par période ne pourra être réévalué à plus de 200 000 euros HT sur la période).

En cas d'échec des négociations, le montant maximum initial (ou renégocié contractuellement) sera maintenu.

### **22.4 - Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre**

Dans le cas d'une pandémie ou autre état grave assorti d'une déclaration d'état d'urgence (sanitaire ou autre), le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cette pandémie ou autre état grave, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation et le gouvernement.

Néanmoins, il est rappelé que le titulaire a une obligation de résultat.

Il s'assure la continuité de service et cela par tous moyens et doit faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

#### ***22.4.1 - Prolongation de la durée du contrat***

La durée de l'exécution du contrat pourra être éventuellement prolongée.

#### ***22.4.2 - Surcoûts éventuels***

Le pouvoir adjudicateur pourra prendre en charge, au cas par cas, tout ou partie des surcoûts éventuels :

- liés à la période d'interruption (coûts directs)
- liés aux nouvelles modalités d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur établira des modifications contractuelles (ou avenants) sur la base de la clause de réexamen, pour prendre en compte les mesures prises dans le cadre de la pandémie.

### **22.5 - Transfert du marché à un autre titulaire**

Dans le cas où la société titulaire ferait l'objet :

- d'une fusion ;
- d'une transformation de sa forme juridique ;
- d'une restructuration ;
- d'une acquisition (cession et donation) ;
- d'une liquidation judiciaire avec repreneur ;
- d'une location gérance ;

Il pourra alors être établie une modification contractuelle de transfert.

La modification contractuelle de transfert est conditionnée à l'assurance que le nouvel opérateur dispose des qualifications professionnelles et techniques initialement exigées.

La poursuite du contrat avec le nouveau titulaire est laissée à l'appréciation de l'acheteur public tout comme la satisfaction des qualifications et de l'expérience sur des prestations similaires exigées au titre du marché.

Dans le cas d'une substitution de titulaire, le titulaire s'astreint à une obligation d'informer le titulaire pressenti du contrat le liant au ministère de l'Intérieur ainsi qu'à une obligation d'informer ledit ministère, pouvoir adjudicateur d'un tel événement.

#### **22.6 - Retrait d'un bâtiment, d'un espace ou de certains équipements (hors périmètre clause de réexamen)**

Si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, des bâtiments, un espace ou équipements devaient être retirés du périmètre initial, l'acheteur utilisera les mécanismes habituels de modification contractuelle (hors clause de réexamen) pour retirer sans indemnités les bâtiments, espaces ou équipements concernés des DPGF concernées.

Le titulaire ne pourra pas s'y opposer.

Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, le retrait de bâtiments ou espaces fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au titulaire par l'acheteur public.

### **ARTICLE 23 - CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES**

---

L'exemplaire « spécial et unique » du marché est délivré à sa demande au titulaire conformément aux dispositions de l'article 4.2 du CCAG-FCS.

### **ARTICLE 24 - DÉLAI DE GARANTIE ET RETENUE DE GARANTIE**

---

Les matériels et équipements sont garantis au minimum de 1 an à compter de leur mise en fonction consignée sur le compte-rendu d'intervention du titulaire.

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie sur les prestations du marché.

### **ARTICLE 25 - ASSURANCES**

---

Conformément au délai fixé à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire, les co-traitants ainsi que sous-traitants désignés dans le marché ont l'obligation de justifier par attestation, et avant tout commencement d'exécution, qu'ils sont titulaires d'assurances garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

La garantie est suffisante et illimitée pour les dommages corporels.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire est en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article ARTICLE 21 - PÉNALITÉS en cas de non-transmission des éléments.

### **ARTICLE 26 - LANGUE**

---

Le présent marché est passé conformément aux règles du code de la commande publique. Tous les documents relatifs au marché sont rédigés en langue française.

## **ARTICLE 27 - RÉSILIATION DU MARCHÉ – EXÉCUTION PAR DÉFAUT**

---

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

La résiliation obéit au régime défini aux articles 38 et 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par rapport à son offre, de survenance d'anomalies, de manquements, de fourniture de produits ne répondant pas aux normes et exigences en la matière, de retards, de non transmission de documents ou attestations et notamment ceux prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article R.2143-8, le pouvoir adjudicateur en avise le titulaire, par tout moyen utile et le met en demeure de remédier immédiatement au(x) problème(s) constaté(s).

A défaut d'obtempérer immédiatement ou en cas de non réactivité du candidat 10 jours après mise en demeure formulée par écrit et assortie d'un délai, le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résiliation du marché aux torts et frais exclusifs du titulaire.

Celle-ci prend effet dès réception du courrier de résiliation par le titulaire (date de signature de l'avis de réception par le titulaire).

Toutefois, il pourra être demandé au titulaire d'assurer sa prestation jusqu'à son remplacement, à ses frais, sans qu'il puisse le refuser.

Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire. L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues n'excède pas un mois. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au titulaire défaillant peut être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

## **ARTICLE 28 - DIFFÉRENDS ET LITIGES**

---

Il sera fait application de l'article 46 du CCAG-FCS

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Dans un premier temps, en cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : [mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr) ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

M. le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 Paris Cedex 08.

A défaut d'accord trouvé avec le médiateur interne du ministère de l'Intérieur, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire, pourra soumettre le différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges dont les coordonnées sont les suivantes :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE  
Pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie  
Comité consultatif interrégional de règlement amiable  
des différends ou litiges relatifs aux marchés publics  
Immeuble SKYLINE - 22 mail Pablo Picasso - BP 24209  
44042 NANTES Cedex 1  
Tél : 02 53 46 79 00  
courriel : [paysdl.ccira@dreets.gouv.fr](mailto:paysdl.ccira@dreets.gouv.fr)

En cas d'échec de la procédure amiable, l'instance contentieuse territorialement compétente est :

Tribunal administratif de Rennes  
3 Contour de la Motte - CS 44416  
35 044 Rennes Cedex

## **ARTICLE 29 - INTERDICTION D'ATTRIBUTION À UN OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE « RUSSE »**

Le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 1er, des mesures applicables aux marchés publics et aux concessions.

Le règlement s'applique aux marchés publics et aux concessions relevant des directives 2014/23/UE, 2014/24/UE, 2014/25/UE et 2009/81, c'est-à-dire aux contrats mentionnés à l'article L. 2 du code de la commande publique et répondant à un besoin dont le montant est égal ou supérieur aux seuils européens.

Les pouvoirs adjudicateurs, entités adjudicatrices et autorités concédantes ont désormais l'interdiction d'attribuer ou de poursuivre l'exécution de l'un de ces contrats dans quatre hypothèses :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un marché à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera au candidat concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la production de pièce non probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à [sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr](mailto:sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr) )

## **ARTICLE 30 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Pièces contractuelles du marché :	L'article 3.3 --Pièces constitutives du marché du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.
Constatation de l'exécution :	L'ARTICLE 20 - CONTRÔLE DES PRESTATIONS du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG-FCS
Pénalités :	L'ARTICLE 21 -PÉNALITÉS du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.
Résiliation pour surcoût éventuel :	L'ARTICLE 27 - RÉSILIATION DU MARCHÉ – EXÉCUTION PAR DÉFAUT déroge à l'article 31.1 du CCAG-FCS.